



08 JUILLET 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **SUSPENSE, GROUPES ET VOITURES ÉLECTRIQUES**

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Etienne BONNERUE,  
Iris HERBELOT,  
Edouard GAUDOT.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## PARLEMENT EUROPÉEN, GROUPES, FORCES

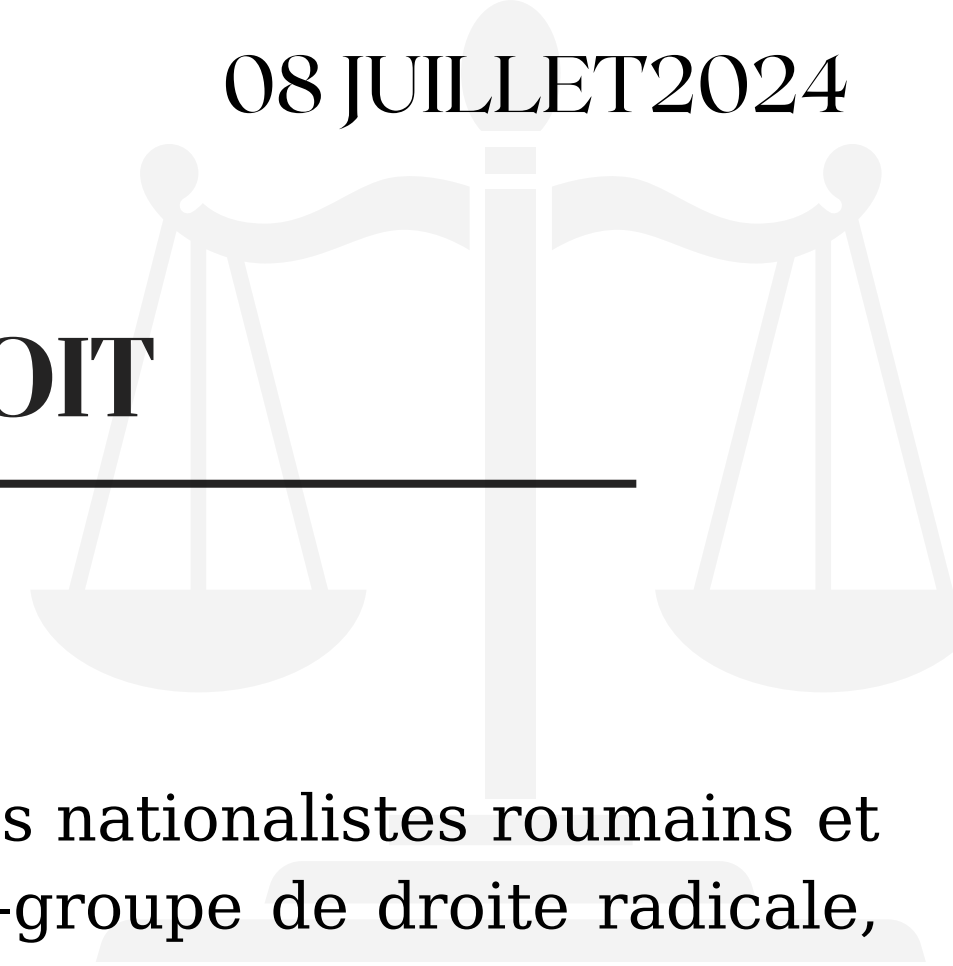
A une semaine de la séance plénière inaugurale du nouveau Parlement européen pour la mandature 2024-2029, les députés européens avaient jusqu'à jeudi pour stabiliser leur composition, établir une ligne et présenter leurs candidats pour les postes à responsabilité du Parlement : présidence, vice-présidences, questures et présidences des Commissions parlementaires.

- Sorti déjà renforcé des urnes, le groupe dominant de centre-droit, le PPE a bénéficié du ralliement de 14 nouveaux députés.
  - On notera ainsi que les partenaires de coalition de Geert Wilders en particulier le petit parti agrarien BBB (cf. EIH 20/3/23), ont fait le choix de la stabilité en rejoignant la grande famille de gouvernement.
  - Le PPE accueille en outre le nouveau parti d'opposition hongrois, Tisza, mené par un ancien du Fidesz, Peter Magyar (au nom bien national), dont une analyse ECFR estime qu'il pourrait mettre un terme au règne de Viktor Orbán.
- Cet adoubement européen de son opposition nationale a probablement accéléré la volonté du Premier Ministre hongrois, actuellement président du Conseil de l'UE (cf. EIH 23/6/24), de consolider lui aussi ses alliances politiques au Parlement.
  - En débauchant les populistes de l'ancien premier ministre tchèque Andrej Babiš qui avaient quitté le groupe Renew (libéraux centristes) et les élus du FPÖ (extrême-droite autrichienne) qui siégeaient dans le groupe Identité et Démocratie avec le RN, V. Orbán a initié une recomposition sur l'extrême droite du Parlement.
  - Après la défection ensuite de Vox (ES), Chega (PT), et surtout du PVV de Wilders (NL), tout indique que le groupe ID devrait se dissoudre dans la nouvelle formation "Les Patriotes pour l'Europe".
  - Cette nouvelle formation permet ainsi à V. Orbán d'exister à nouveau dans le jeu parlementaire, et au RN, qui doit encore décider formellement de les rejoindre, de dominer un groupe renforcé, qui deviendrait ainsi la 3e force du Parlement européen, où siègent des partis actuellement au pouvoir aux Pays-Bas, en Hongrie, en Italie... ou en passe de le prendre comme l'Autriche ou la Tchéquie.





# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## ÉTAT DE DROIT, ELECTIONS, FRANGES

Avec le renforcement de l'ECR de Giorgia Meloni, agrandi par les nationalistes roumains et qui a su conserver l'alliance avec le PiS Polonais, pas de super-groupe de droite radicale, donc, (cf. EIH 2/6/24).

- Le Parlement européen serait donc, sur sa droite, composé de deux groupes distincts.
  - Ils se présentent comme renforcés par leur dynamique et surtout leur crédibilité gouvernementale, prêts à peser sur les équilibres du Parlement.
    - Ils réunissent, ensemble, près de 150 députés.
  - Premier effet immédiat, la relégation au 5e rang du groupe Renew, pourtant membre de la prochaine majorité potentielle avec le PPE et les S&D pour soutenir le nouveau mandat de Ursula von der Leyen.
- Avec l'échec final d'un potentiel groupe de gauche souverainiste autour de Sarah Wagenknecht (cf. EIH 27/5/24) dont le principal allié potentiel, les 5Stelle (IT) envisagent de rejoindre la gauche radicale, le Parlement devrait se maintenir à 7 groupes.
  - Le potentiel disruptif d'une droite radicale et extrême renforcée dans l'hémicycle devrait faire gagner au Parlement en importance dans le jeu politique et institutionnel européen.
  - Le premier test aura lieu le 18 juillet avec le vote d'investiture de Ursula von der Leyen.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, RUSSIE, FRANCE,  
**FRONT**

Alors que l'on spéculer sur la position de la France si le RN et Jordan Bardella parvenaient au pouvoir, la question se pose aussi à propos du tropisme favorable à Vladimir Poutine de Viktor Orbán qui a pris la présidence du Conseil de l'UE : est-il de nature à infléchir la politique européenne de soutien à l'Ukraine?

- Les Européens viennent cependant d'adopter la semaine dernière un 14ème paquet de sanctions contre la Russie, qui s'attaque pour la première fois aux livraisons de GNL.
  - Les nouvelles sanctions retenues portent pour la première fois sur le gaz naturel liquéfié russe, que certains États membres comme la Belgique, la France ou l'Espagne continuent d'acheter malgré leurs engagements de soutien à Kiev.
    - La sanction concerne plus précisément le transbordement du GNL:
    - les États européens pourront toujours importer du GNL mais il ne sera plus possible d'en réexporter depuis les ports européens.
  - L'approbation a été retardée à plusieurs reprises en raison des réserves émises par plusieurs pays.
    - La Hongrie d'abord, qui s'était engagée à bloquer toute sanction dans le secteur de l'énergie, comme l'indique Politico.
    - Ensuite, l'Allemagne qui craint toujours que la mesure ne nuise trop à ses entreprises fortement énergivores.
- Plus original, le paquet de sanctions concerne aussi Polina Gagarina et Yaroslav Dronov, alias Shaman, deux stars de la chanson russe, qui s'étaient fait remarquer par leurs chansons aux accents nationalistes.
  - Ils ne peuvent désormais plus voyager dans l'UE.
- Ces nouvelles sanctions viennent souligner le maintien du soutien à l'Ukraine alors que ses armées ont subi plusieurs revers récemment sur le front oriental.
  - La Russie a revendiqué, mercredi 3 juillet, la conquête d'un premier quartier de la ville stratégique de Tchassiv Iar, dont elle tente depuis des mois de s'emparer.
    - Elle revêt un caractère stratégique du fait de sa localisation dans la région de Donetsk.
  - Dans ce contexte, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a provoqué une controverse intense en se rendant le vendredi 5 juillet à Moscou pour rencontrer le président russe - pour "parler de la paix" annonce-t-il.
    - « La Russie veut l'arrêt total et définitif du conflit, la condition pour cela est [...] le retrait total de tous les soldats ukrainiens des républiques populaires de Donetsk et de Louhansk et des régions de Zaporijia et de Kherson », relaye le Point.
  - Si V. Orbán profite de cette présidence tournante du Conseil de l'UE pour brouiller les pistes quant au soutien de l'Union à l'Ukraine, Olaf Scholz affirme le maintien de ce soutien.
    - Il est vrai que la présidence hongroise inquiète et cette visite n'arrange rien.
    - Cependant, rappelle Elise Bernard à la Tribune, cette présidence signifie surtout que c'est le Fidesz hongrois qui décide du calendrier des textes à adopter au niveau des ministres de l'UE.
    - En d'autres termes, aucune grande décision relative aux actions extérieures de l'Union ne sera imposée par la Hongrie.
  - De son côté, Donald Tusk appelle à intensifier les efforts pour renforcer la défense européenne.
    - « L'Europe est dramatiquement désintégrée » en matière de défense, explique-t-il lors d'une conférence de presse à Varsovie.
    - « La Pologne dépense des sommes énormes pour la défense. [...] J'aimerais que nos efforts soient coordonnés avec ceux des autres pays ».
    - Elle consacrerait désormais plus de 4 % de son PIB à la défense.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## FRANCE, RUSSIE, ÉLECTIONS, **FRONCE**

Le 9 juin, la victoire écrasante du Rassemblement national (RN) aux élections européennes a poussé le président de la République à dissoudre le Parlement et organiser de nouvelles élections législatives (cf. [EIH 11/6/24](#)). Mais loin de la freiner, cette décision a nourri la dynamique du RN, au point que depuis le soir du 1er tour, l'éventualité d'un basculement de la France à l'extrême droite obsède les esprits.

- Dans un contexte de cohabitation, inédit depuis 1997, quelques questions se posent quant à l'investissement de la France aux côtés de l'Ukraine et de l'Europe.
  - Mi-février à Paris, et à nouveau début mai, le résident de l'Élysée affirmait ne pas exclure l'envoi de troupes françaises en Ukraine.
  - Cette « ambiguïté stratégique » n'avait pas rencontré une vague de soutien des chefs d'Etat et de gouvernement européens en février dernier.
    - La prise de position de E. Macron a été applaudie par les pays d'Europe de l'Est, notamment la Première ministre estonienne Kaja Kallas.
- Le titre de chef des armées du président de la République est constitutionnel, et non honorifique ([Art. 15](#)), et la prérogative présidentielle d'activer le parapluie nucléaire n'est pas remise en cause par le RN.
  - Pour l'instant, la position de la France quant à l'usage de l'arme nucléaire française (la seule puissance du bloc en disposant depuis le Brexit) pour la défense stratégique de l'UE demeure donc inchangée.
  - L'envoi de troupes relève, en revanche, de la compétence gouvernementale.
    - Le RN est catégoriquement opposé à l'envoi de troupes en Ukraine, mais il cherche aussi à faire oublier sa réputation pro-russe.
    - Lors du débat télévisé sur France 2 le 27 juin 2024, Jordan Bardella affirmait que « je ne laisserai pas l'impérialisme russe absorber un État allié comme l'Ukraine ».
    - Une affirmation qui, comme l'ont pointé ses opposants politiques, a jusqu'ici été absente des votes des eurodéputés du RN.





# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## FRANCE, RUSSIE, ÉLECTIONS, TRANSE

Il plane de plus en plus la crainte de voir V. Poutine s'installer à la table du Conseil européen. En effet, si les causes domestiques de cette montée de l'extrême droite sont nombreuses, il faut aussi y voir la main d'une intervention étrangère. La montée des extrême-droites européennes doit beaucoup aux "ingénieurs du chaos" décrit par G. Da Empoli. C'est ce que rappelle Dimitry Medvedev, l'ancien président russe (2008-2012) qui voulait il y a quelques semaines « transformer la vie des européens en cauchemar permanent ».

- Et pour cause : bien que le RN soit resté discret sur le sujet, l'ombre du prêt russe contracté par le RN en 2014 plane toujours sur le parti, malgré l'assurance en septembre 2023 que le prêt avait été remboursé dans son intégralité.
  - Médiapart a ravivé au bon souvenir des Français l'influence russe au Parlement européen par le biais de ce prêt, en dévoilant que le négociateur du prêt et ancien eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser avait reçu près de 400 000 euros pour ses interventions pro-russes au Parlement et pour la négociation du prêt.
- La domination électorale du RN arrange clairement les intérêts du Kremlin.
  - Le 3 juillet 2024, en conférence de presse et sur son compte X, le directeur adjoint du département de l'information et de la presse auprès du ministère russe Andrei Nastasine, s'est prononcé en faveur du changement politique à l'oeuvre en France
    - Il affirme que « Le peuple français recherche une politique étrangère souveraine qui serve ses intérêts nationaux et une rupture avec le diktat de Washington et de Bruxelles ».
  - "Minuit moins dix à l'horloge de Poutine": Une excellente étude approfondie par le CNRS publiée le 30 juin 2024, documente cette influence russe à partir du cas français, dont le chercheur David Colon donne une analyse.
    - La France est une cible prioritaire pour le Kremlin.
    - Son but est de favoriser des partis antisystèmes dans l'espoir qu'ils intègrent des gouvernements en occupant l'espace communicationnel et troublant le débat public.
    - L'idée est de pousser à l'agenda médiatique les sujets propres à favoriser le RN : insécurité, menace terroriste, psychose migratoire, cyberattaques, et même les punaises de lit.
    - Depuis octobre 2023, l'instrumentalisation du conflit au Proche-Orient vient encore amplifier les troubles sociaux préexistants.
  - Tout ceci serait confirmée par une fuite de documents du FSB russe expliquant notamment que "Le leitmotiv de notre campagne cognitive dans les pays [occidentaux] est proposé pour instiller l'émotion la plus forte dans la psyché humaine - la peur".



# GREEN DEAL

## VÉHICULES ÉLECTRIQUES, CHINE GRANDE GULL

Le développement des véhicules électriques s'avère crucial pour atteindre les objectifs du Green Deal européen. Pour faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050, le secteur des transports doit être sérieusement remanié. Responsable d'environ un quart des émissions de gaz à effet de serre en Europe, les véhicules électriques, lorsqu'ils sont alimentés par de l'électricité provenant de sources renouvelables, émettent beaucoup moins de GES que les véhicules à moteur à combustion interne. Au-delà, en promouvant les véhicules électriques, on réduit la dépendance aux combustibles fossiles, tout en réduisant les polluants atmosphériques. Cette industrie stimule l'innovation dans les technologies de batteries, les infrastructures de recharge et les systèmes de gestion de l'énergie. Elle crée une nouvelle économie favorable à la création de nouveaux emplois mais il ne faudrait pas prendre des décisions hâtives au risque de contredire la boussole stratégique dont l'objectif essentiel est de préparer l'UE à une ère de rivalité stratégique.

- C'est dans ce contexte que le constructeur automobile chinois BYD annonce envisager de construire une deuxième usine d'assemblage en Europe en 2025.
  - Lors de la conférence "Future of the Car" organisée par le Financial Times, le directeur général européen de BYD, Michael Shu, a annoncé que l'entreprise lancerait un véhicule électrique à bas prix, basé sur le modèle chinois Seagull, en Europe.
    - Ce modèle, vendu en Chine à moins de 10 000 dollars, devrait coûter moins de 20 000 euros en Europe.
    - Les véhicules électriques sont en moyenne 30 % plus chers - à l'achat et à l'entretien - que les modèles à moteur à combustion, ce qui a freiné la demande pour les voitures zéro émission.
  - Les constructeurs automobiles européens travaillent donc à développer des modèles plus abordables. BYD aspire à devenir un leader du marché des véhicules électriques en Europe d'ici 2030.
  - BYD, le 2 juillet 2024 annonce avec Ayvens, la filiale de location de voitures de la banque française Société Générale et l'entreprise chinoise de véhicules électriques ont annoncé mardi un partenariat pour le marché européen.
    - Les entreprises ont déclaré dans un communiqué conjoint que leur protocole d'accord permettrait d'utiliser la gamme de véhicules électriques de BYD pour les clients internationaux et locaux d'Ayvens en Europe.
- En décembre 2023, BYD avait annoncé la construction d'une usine de véhicules électriques en Hongrie, devenant ainsi le premier grand constructeur automobile chinois à avoir une base de production en Europe.
  - Cette annonce coïncidait avec la visite du président chinois Xi Jinping en Hongrie, marquant la fin de sa première tournée européenne en cinq ans (V. EIH 19.05.2024).
    - Avec Viktor Orban comme interlocuteur, la Hongrie est devenue un partenaire commercial et d'investissement clé pour la Chine (EIH 24.01.2024).
    - L'entreprise CATL a notamment investi 7,3 milliards d'euros dans une usine de batteries à Debrecen mais cette dernière ne semble pas vraiment réjouir la population locale.
- Tout ceci doit être pris en considération dans ce contexte des tarifs provisoires sur les véhicules électriques fabriqués en Chine (EIH 23.06.2024) et juste avant que la Commission ne publie les détails de son enquête sur des entreprises chinoises comme BYD.
  - L'objectif est d'éviter de répéter l'erreur des panneaux solaires d'il y a dix ans, lorsque l'UE a pris des mesures limitées pour freiner les importations chinoises et de nombreux fabricants européens ont fait faillite.
    - Les taux sont bien inférieurs aux tarifs de 100 % que Washington prévoit d'appliquer aux importations de véhicules électriques chinois à partir d'août.
    - L'entrée en vigueur, le 5 juillet 2024 de l'imposition de droits de douane supplémentaires aux véhicules électriques chinois, est clairement annoncée comme une riposte aux aides publiques massives de Pékin dont l'UE estime qu'elles faussent le marché.